



CHAPITRE 27

Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières

[Sanctionnée le 19 décembre 1980]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

L.R.Q.,
c. S-22,
a. 3, mod.

1. L'article 3 de la Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières (L.R.Q., c. S-22) est modifié:

1° par l'addition, après le paragraphe *b* du premier alinéa, du paragraphe suivant:

«*c*) de négocier et conclure des contrats ou ententes pour l'achat et la revente d'hydrocarbures bruts et raffinés, liquides ou gazeux, d'importer et de faire raffiner des hydrocarbures.»;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

Associa-
tion ou
accords,

«À ces fins, la Société peut, conformément à la loi, s'associer ou conclure des accords avec toute personne ou société.

Rentabi-
lité.

Dans la réalisation de ses objets, la Société doit avoir un objectif de rentabilité.».

L.R.Q.,
c. S-22,
a. 4, remp.
Fonds
social.
Actions.

2. L'article 4 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**4.** Le fonds social autorisé de la Société est de 165 000 000 \$.

Il est divisé en 3 300 000 actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune.».

L.R.Q.,
c. S-22,
a. 5, remp.

3. L'article 5 de cette loi est remplacé par le suivant:

Domaine
public.

«**5.** Les actions de la Société font partie du domaine public du Québec. Le ministre des Finances exerce les droits attachés à ces actions.».

L.R.Q.,
c. S-22,
aa. 9.1 à
9.3, aj.

4. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 9, des articles suivants:

Paiement
pour
actions.

«**9.1** À la demande de la Société, que cette dernière établit en fonction des sommes requises pour fins de ses investissements, le ministre des Finances paiera à la Société sur le fonds consolidé du revenu, une somme de 50 000 000 \$ pour 1 000 000 d'actions entièrement acquittées de son capital social, selon les modalités suivantes:

a) au cours de l'année 1981, jusqu'à concurrence d'une somme de 15 000 000 \$ pour un nombre équivalent d'actions entièrement acquittées de son capital social;

b) au cours de l'année 1982, jusqu'à concurrence d'une somme de 15 000 000 \$ pour un nombre équivalent d'actions entièrement acquittées de son capital social;

c) au cours de l'année 1983, jusqu'à concurrence d'une somme de 20 000 000 \$ pour un nombre équivalent d'actions entièrement acquittées de son capital social.

Demande
ultérieure.

Cependant, si la Société demande au cours d'une des années ci-dessus mentionnées une somme inférieure à la somme maximale prévue pour cette même année, la différence entre ces deux sommes pourra faire l'objet d'une demande ultérieure de la Société. Suite à cette demande, le ministre des Finances paiera à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, nonobstant les montants maxima annuels prévus au paragraphe précédent, la somme demandée pour un nombre équivalent d'actions entièrement acquittées de son capital social.

Paiement
pour
actions.

«**9.2** Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société sur le fonds consolidé du revenu, avec l'approbation préalable du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, une somme de 15 000 000 \$ pour 300 000 actions entièrement acquittées de son capital social.

Verse-
ments.

Ce paiement peut être fait, en un ou plusieurs versements, en fonction des activités de la Société; s'il est fait en plusieurs versements, chacun d'eux doit faire l'objet de l'approbation prévue au premier alinéa. Le ministre des Finances est autorisé à déterminer l'étalement de chacun des versements.

Dépôt
de
décrets.

Tout décret d'approbation du gouvernement est déposé à l'Assemblée nationale.

Certifi-
cats d'ac-
tions.

«**9.3** La Société délivre des certificats d'actions au ministre des Finances en retour des paiements effectués en vertu des articles 9.1 et 9.2.».

L.R.Q.,
c. S-22,
aa. 10 à 16,
remp.

5. Les articles 10 à 16 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Conseil
d'adminis-
tration.

«**10.** Un conseil d'administration administre les affaires de la Société. Ce conseil est composé:

a) du président de la Société nommé par le gouvernement après consultation des autres membres du conseil d'administration pour une période d'au plus cinq ans, sous réserve du contrat visé dans le deuxième alinéa de l'article 13; et

b) de six à dix autres membres, nommés par le gouvernement, pour une période d'au plus deux ans.

Adminis-
trateurs.

Ces membres sont les administrateurs de la Société au sens de la Loi sur les compagnies, mais la qualité d'actionnaire n'est pas requise.

Président
et vice-
président
du conseil.

«**11.** Les membres du conseil d'administration élisent parmi les membres visés dans le paragraphe b du premier alinéa de l'article 10 un président du conseil et un vice-président pour exercer les fonctions du président du conseil en son absence.

Rôle du
président
du conseil.

«**12.** Le président du conseil préside les réunions du conseil, voit à son fonctionnement et assume toutes les autres fonctions qui lui sont assignées par règlement de la Société.

Rôle du
président
de la
Société.

«**13.** Le président de la Société est responsable de l'administration et de la direction de la Société dans le cadre de ses règlements et de ses politiques. Il est d'office directeur général de la Société et exerce ses fonctions à plein temps.

Rémuné-
ration et
conditions
de tra-
vail.

Sa rémunération et les autres conditions d'exercice de ses fonctions sont établies par un contrat qui le lie à la Société. Ce contrat n'a d'effet que s'il est ratifié par le gouvernement.

Domicile
au
Québec.

«**14.** Au moins les deux tiers des membres du conseil d'administration, dont le président du conseil et le président de la Société, doivent être domiciliés au Québec.

Rétribution
des
membres.

«**15.** Le gouvernement fixe la rétribution du président et du vice-président du conseil et celle des autres membres visés dans le paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 10.

Frais
et dé-
penses.

Les membres du conseil d'administration, à l'exception du président de la Société, sont indemnisés ou remboursés des frais et dépenses qu'ils encourent dans l'exercice de leurs fonctions selon les normes et barèmes déterminés par règlement de la Société.

Maintien
en fonction
des
membres.

«**16.** Chacun des membres du conseil d'administration demeure en fonction malgré l'expiration de son mandat, jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé à nouveau.

Vacance.

Le gouvernement comble une vacance survenue avant l'expiration d'un mandat de la manière et pour la durée mentionnées à l'article 10.

Conflit
d'intérêts
d'un mem-
bre.

«**16.1** Un membre du conseil d'administration, autre que le président de la Société, qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit cet intérêt et celui de la Société doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au président de la Société et s'abstenir de participer à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a cet intérêt.

Conflit
d'intérêts
du prési-
dent ou
des em-
ployés.

Le président de la Société et les autres officiers ou employés de la Société ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit cet intérêt et celui de la Société. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si cet intérêt échoit à l'un d'eux par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec diligence.

Réserve.

Un intérêt dans une valeur mobilière inscrite à une bourse reconnue ne donne pas lieu à l'application du présent article s'il équivaut à moins d'un dix-millième du montant total en cours des valeurs mobilières inscrites de l'entreprise visée.».

L.R.Q.,
c. S-22,
a. 17,
mod.

6. L'article 17 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) acquérir ou détenir des actions ou des biens d'une entreprise dans une proportion supérieure à 50%;»;

2° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) disposer d'une partie ou de la totalité de son domaine minier, autrement que par vente à l'enchère ou par soumissions publiques;»;

3° par l'addition du paragraphe *f* suivant:

«*f*) conclure des contrats ou ententes relatifs aux objets mentionnés au paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 3.».

L.R.Q.,
c. S-22,
a. 20,
remp.
Rapport
annuel.

7. L'article 20 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**20.** La Société doit, au plus tard le 31 juillet de chaque année, faire au ministre de l'Énergie et des Ressources un rapport de ses activités pour son année financière précédente.

Contenu.

Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre prescrit.

Dépôt à
l'Assemblée
nationale.

Ce rapport doit être déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, suivant le cas, dans les trente jours de la reprise de ses travaux.».

L.R.Q.,
c. S-22,
aa. 21 à 23,
remp.

8. Les articles 21 à 23 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Vérifi-
cation.

«**21.** Les livres et comptes de la Société sont vérifiés chaque année et chaque fois que le décrète le gouvernement par le vérificateur général ou par un vérificateur désigné par le gouvernement. Le rapport du vérificateur doit accompagner le rapport annuel de la Société.

Plan de
dévelop-
pement.

«**22.** La Société doit faire approuver chaque année par le gouvernement son plan de développement.

Forme
et
teneur.

Le gouvernement détermine la forme et la teneur du plan de développement ainsi que l'époque à laquelle celui-ci doit être présenté.

Directives
du minis-
tre.

«**23.** Le ministre peut, dans le cadre de ses responsabilités et pouvoirs, émettre des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la Société. Ces directives sont soumises à l'approbation préalable du gouvernement. Si elles sont ainsi approuvées, elles lient la Société qui est tenue de s'y conformer.

Effet
quant
aux tiers.

Les tiers ne sont pas tenus de voir à l'application du présent article, qui ne peut être invoqué par eux ou contre eux.

Dépôt à
l'Assemblée
nationale.

Toute directive émise en vertu du présent article doit être déposée devant l'Assemblée nationale, si elle est en session, dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement. Si l'Assemblée nationale ne siège pas, la directive doit être déposée devant elle dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou, suivant le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

Rensei-
gnements.

«**24.** La Société doit fournir au ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses activités.

Disposi-
tions
non ap-
plicables.

«**25.** Les articles 159 à 162 de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38) ne s'appliquent pas à la Société.

Applica-
tion.

«**26.** Le ministre de l'Énergie et des Ressources est chargé de l'application de la présente loi.».

Maintien
en fonction
des
membres.

9. Les membres du conseil d'administration de SOQUIP dont le mandat n'est pas expiré lors de l'entrée en vigueur de l'article 10 de la Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières édicté par l'article 5 de la présente loi demeurent en fonction pour la durée non écoulée de leur mandat.

Entrée en
vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur en tout ou en partie à une date ultérieure qui sera fixée par proclamation du gouvernement.